

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNESIE FRANÇAISE**NUMERO SPECIAL****Philippe MACHENAUD-JACQUIER**
Mail : philippe.machenaud@mail.pfMatahiti 165
N° 12 - Numera Taae**TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI**Mahana 1
no Mati 2016

IMPRIMERIE OFFICIELLE — 43, rue des Poilus-Tahitiens - BP 117 - 98713 PAPEETE — Tél. : 40 50 05 80 - Télécopieur (Fax) : 40 50 05 85

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES	Pages
Arrêté n° 186 CM du 25 février 2016 fixant la valeur CAF bareme représentative de la valeur en douane de certains produits hydrocarbures en Polynésie française.	561
Arrêté n° 187 CM du 25 février 2016 fixant les montants de stabilisation applicables à certains hydrocarbures en Polynésie française.	561
Arrêté n° 188 CM du 25 février 2016 fixant le prix maximal de gros de certains hydrocarbures en Polynésie française. .	563
Arrêté n° 189 CM du 25 février 2016 fixant le prix maximal de détail de certains hydrocarbures en Polynésie française. .	564
Arrêté n° 190 CM du 25 février 2016 relatif au prix du fioul ou MDO dont la teneur en soufre est inférieure à 2 % destiné à la SA EDT et acheminé en Polynésie française par le pétrolier James Cook lors de son voyage n° 62.	565
Arrêté n° 191 CM du 25 février 2016 portant modification de l'arrêté n° 1827 CM du 12 décembre 2008 modifié fixant les montants de la rémunération des prestations locales des sociétés pétrolières et des sociétés important, stockant, conditionnant et distribuant le gaz butane importé en vrac en Polynésie française.	566
Arrêté n° 192 CM du 25 février 2016 relatif aux prix de l'énergie électrique distribuée par la SA EDT dans le cadre de sa concession.	567
Arrêté n° 194 CM du 25 février 2016 portant approbation de l'avenant n° 17B à la convention de concession de distribution publique d'énergie électrique de Tahiti n° 60-10 du 27 septembre 1960 modifiant le cahier des charges annexé à cette convention.	568
Arrêté n° 195 CM du 25 février 2016 portant modification des arrêtés n° 1784 CM du 31 décembre 2001 modifié réglementant les prix de vente des produits pharmaceutiques et n° 1346 CM du 10 septembre 2015 portant gel des prix maximum de vente au consommateur final des spécialités pharmaceutiques remboursées aux assurés sociaux.	576
Arrêté n° 196 CM du 25 février 2016 portant autorisation préalable d'investissement étranger en Polynésie française au profit de la société Lupesina Marara.	576
Arrêté n° 197 CM du 25 février 2016 portant autorisation préalable d'investissement étranger en Polynésie française au profit de la société Lupesina Moorea.	577
Arrêté n° 198 CM du 25 février 2016 portant autorisation préalable d'investissement étranger en Polynésie française au profit de la société Lupesina Private Island.	578

Arrêté n° 199 CM du 25 février 2016 portant autorisation préalable d'investissement étranger en Polynésie française au profit de la société Lupesinā Tahiti Investments	579
Arrêté n° 200 CM du 25 février 2016 relatif au prix de vente maximal de l'hydroélectricité dans le cadre de la concession de forces hydrauliques de la haute vallée de la Papenoo	579
Arrêté n° 201 CM du 25 février 2016 relatif au prix de vente maximal de l'hydroélectricité dans le cadre de la concession de forces hydrauliques de la moyenne vallée de la Papenoo	580
Arrêté n° 202 CM du 25 février 2016 relatif au prix de vente maximal de l'hydroélectricité dans le cadre de la concession de forces hydrauliques de la Titaaviri	580
Arrêté n° 203 CM du 25 février 2016 relatif au prix de vente maximal de l'hydroélectricité dans le cadre de la concession de forces hydrauliques de la Vaihiria	581
Arrêté n° 204 CM du 25 février 2016 relatif au prix de vente maximal de l'hydroélectricité dans le cadre de la concession de forces hydrauliques des plateaux de Hitia'a	581
Arrêté n° 205 CM du 25 février 2016 relatif au prix de vente maximal de l'hydroélectricité dans le cadre de la concession de forces hydrauliques des plateaux de la Vaite	582
Arrêté n° 206 CM du 25 février 2016 portant modification de l'arrêté n° 901 CM du 25 juin 2009 fixant les prix d'achat hors taxe de l'énergie électrique issue de générateurs d'énergies nouvelles et renouvelables (EnR)	582
Arrêté n° 207 CM du 25 février 2016 portant approbation du tarif de référence d'interconnexion au titre des prestations offertes par l'Office des postes et télécommunications en sa qualité d'opérateur public sur l'archipel de la Société prévu à l'article D. 212-22 du code des postes et télécommunications	583



PARTIE OFFICIELLE

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

ARRETE n° 186 CM du 25 février 2016 fixant la valeur CAF barème représentative de la valeur en douane de certains produits hydrocarbures en Polynésie française.

NOR : DAE1620128AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2009-12 du 3 août 2009 relative à la recherche et à la constatation des infractions en matière économique approuvée par le décret n° 2008-1022 du 3 octobre 2008 ratifié par l'article 66-I-13° de la loi n° 2009-594 du 27 mai 2009 ;

Vu la délibération n° 80-36 AT du 13 mars 1980 relative à la détermination de la valeur en douane des produits pétroliers importés ;

Vu l'arrêté n° 447 CM du 23 avril 1990 modifié fixant le cadre général des prix de vente du gaz butane de numéro de nomenclature douanière 27.11.13.90 ;

Vu l'arrêté n° 898 CM du 27 août 1990 modifié fixant le cadre général des prix de vente de certains hydrocarbures importés en Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 24 février 2016,

Arrête :

Article 1er. — La valeur CAF barème représentative de la valeur en douane des produits pétroliers suivants est fixée comme suit :

- | | |
|---|--------------------|
| - Essence à teneur en plomb inférieure à 0,013 gramme par litre (27.10.12.23) | 45,196 F CFP/litre |
| - Pétrole lampant pour usage domestique 27.10.19.12 | 33,568 F/litre |
| - Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse 27.10.19.25 | 31,488 F/litre |

Art. 2. — La valeur CAF barème représentative de la valeur en douane du gaz butane de nomenclature douanière 27.11.13.90 est fixée à 102,661 F CFP/kg.

Art. 3. — L'arrêté n° 71 CM du 27 janvier 2016 est abrogé.

Art. 4. — Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable à compter du 1er mars 2016 et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 février 2016.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de la relance économique,
de l'économie bleue,
de la politique numérique
et de la promotion des investissements,
Teva ROHFRITSCH.*

ARRETE n° 187 CM du 25 février 2016 fixant les montants de stabilisation applicables à certains hydrocarbures en Polynésie française.

NOR : DAE1620128AC-2

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2009-12 du 3 août 2009 relative à la recherche et à la constatation des infractions en matière économique approuvée par le décret n° 2008-1022 du 3 octobre 2008 ratifié par l'article 66-I-13° de la loi n° 2009-594 du 27 mai 2009 ;

Vu délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial "Fonds de régulation des prix des hydrocarbures" ;

Vu l'arrêté n° 447 CM du 23 avril 1990 modifié fixant le cadre général des prix de vente du gaz butane de numéro de nomenclature douanière 27.11.13.90 ;

Vu l'arrêté n° 898 CM du 27 août 1990 modifié fixant le cadre général des prix de vente de certains hydrocarbures importés en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 186 CM du 25 février 2016 fixant la valeur CAF barème représentative de la valeur en douane de certains produits hydrocarbures en Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 24 février 2016,

Arrête :

Article 1er. — Les montants de stabilisation, définis par la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée sont fixés comme suit :

- Gaz butane 27.11.13.90	+ 0,189 F CFP/kilogramme
- Pétrole lampant pour usage domestique (27.10.19.12)	+ 38,593 F CFP/litre
- Essence à teneur en plomb inférieure à 0,013 gramme par litre (27.10.12.23)	- 7,641 F CFP/litre
- Essence à teneur en plomb inférieure à 0,013 gramme par litre destinée à des entreprises pericolas agréées (27.10.12.23)	+ 33,859 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse (27.10.19.25)	+ 31,744 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'alimentation des moteurs des navires de commerce assurant la desserte maritime interinsulaire autre que celle entre Tahiti et Moorea (27.10.19.25)	+ 27,494 F CFP/litre

- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'alimentation des moteurs des navires de commerce assurant la desserte maritime interinsulaire entre Tahiti et Moorea (27.10.19.25) + 29,494 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à des matériels utilisés exclusivement à des activités professionnelles agréées et soumises à une réglementation tarifaire (27.10.19.25) + 19,994 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'alimentation des moteurs des navires de pêche battant pavillon français munis d'un permis de navigation en cours de validité, dont l'armateur est titulaire d'une licence de pêche professionnelle (27.10.19.25) - 14,106 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'alimentation des centrales de production d'énergie électrique dans les îles autres que Tahiti, consommé par des exploitants de service public (27.10.19.25) 0 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'avitaillement des navires de plaisance français ou étrangers immatriculés hors de la Polynésie française, à usage privé (27.10.19.25) + 0,244 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'avitaillement des navires équipés et armés pour la recherche scientifique français ou étrangers immatriculés hors de la Polynésie française (27.10.19.25) + 0,244 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'alimentation des centrales de production d'énergie électrique de l'île de Tahiti, exploitées dans le cadre d'un service public (27.10.19.25) 0 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné aux entreprises pericolas dûment agréées 27.10.19.25 + 43,244 F CFP/litre

Art. 2. — L'arrêté n° 72 CM du 27 janvier 2016 est abrogé.

Art. 3. — Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable à compter du 1er mars 2016 et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 février 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de la relance économique,
de l'économie bleue,
de la politique numérique
et de la promotion des investissements,
Teva ROHFRITSCH.*

ARRETE n° 188 CM du 25 février 2016 fixant le prix maximal de gros de certains hydrocarbures en Polynésie française.

NOR : DAE1620128AC-3

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2009-12 du 3 août 2009 relative à la recherche et à la constatation des infractions en matière économique approuvée par le décret n° 2008-1022 du 3 octobre 2008 ratifié par l'article 66-I-13° de la loi n° 2009-594 du 27 mai 2009 ;

Vu délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial "Fonds de régulation des prix des hydrocarbures" ;

Vu l'arrêté n° 447 CM du 23 avril 1990 modifié fixant le cadre général des prix de vente du gaz butane de numéro de nomenclature douanière 27.11.13.90 ;

Vu l'arrêté n° 898 CM du 27 août 1990 modifié fixant le cadre général des prix de vente de certains hydrocarbures importés en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1827 CM du 12 décembre 2008 fixant les montants de la rémunération des prestations locales des sociétés pétrolières et des sociétés important, stockant, conditionnant et distribuant le gaz butane importé en vrac en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 186 CM du 25 février 2016 fixant la valeur CAF barème représentative de la valeur en douane de certains produits hydrocarbures en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 187 CM du 25 février 2016 fixant les montants de stabilisation applicables à certains hydrocarbures en Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 24 février 2016,

Arrête :

Article 1er. — Le prix maximal de facturation aux revendeurs par les entreprises importatrices et distributrices est fixé comme suit pour les hydrocarbures suivants :

- Pétrole lampant pour usage domestique (27.10.19.12)	105,20 F CFP/litre
- Essence à teneur en plomb inférieure à 0,013 gramme par litre (27.10.12.23)	117,25 F CFP/litre
- Essence à teneur en plomb inférieure à 0,013 gramme par litre destinée à des entreprises pericoles dûment agréées (27.10.12.23)	106,75 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse (27.10.19.25)	119,25 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'alimentation des moteurs des navires de commerce assurant la desserte maritime interinsulaire autre que celle entre Tahiti et Moorea (27.10.19.25)	76 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'alimentation des moteurs des navires de commerce assurant la desserte maritime interinsulaire entre Tahiti et Moorea (27.10.19.25)	78 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à des matériels utilisés exclusivement à des activités professionnelles agréées et soumises à une réglementation tarifaire (27.10.19.25)	70,20 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse destiné à l'alimentation des moteurs des navires de pêche battant pavillon français munis d'un permis de navigation en cours de validité, dont l'armateur est titulaire d'une licence de pêche professionnelle (27.10.19.25)	33 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'avitaillement des navires de plaisance français ou étrangers immatriculés hors de la Polynésie française, à usage privé (27.10.19.25)	48,750 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'avitaillement des navires équipés et armés pour la recherche scientifique français ou étrangers immatriculés hors de la Polynésie française (27.10.19.25)	48,750 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné aux entreprises pericoles dûment agréées (27.10.19.25)	97,75 F CFP/litre

Art. 2. — Pour les essences à teneur en plomb inférieure à 0,013 gramme par litre (27.10.12.23) visée en 2e et 3e position de l'article 1er et pour les gazoles d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse (27.10.19.25) visés aux 4e et 11e positions de l'article 1er, les stations-services bénéficient d'une remise de 0,75 F CFP/litre sur les prix de gros définis à l'article 1er ci-dessus.

Art. 3. — Le prix maximal de facturation aux utilisateurs finaux par les entreprises importatrices et distributrices est fixé pour les produits suivants à :

- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'alimentation des moteurs des navires de commerce assurant la desserte maritime interinsulaire autre que celle entre Tahiti et Moorea (27.10.19.25) hors stations-services marines	76 F CFP/litre
--	----------------

- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'alimentation des moteurs des navires de commerce assurant la desserte maritime interinsulaire entre Tahiti et Moorea (27.10.19.25) 78 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'alimentation des moteurs des navires titulaires d'une licence de pêche (27.10.19.25) livrés par oléoduc ou camion citerne et pour des commandes unitaires supérieures à 1 000 litres 33 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'alimentation des centrales de production d'énergie électrique dans les îles autres que Tahiti consommé par les exploitants de service public (27.10.19.25) 47,506 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse destiné à l'alimentation des centrales de production d'énergie électrique de l'île de Tahiti exploitées dans le cadre d'un service public (27.10.19.25) 49,206 F CFP/litre

Art. 4.— Les prix de vente maximaux des entreprises distributrices de gaz butane aux revendeurs sont fixés comme suit :

- bouteille de 13 kilos : 2 639 F CFP
- bouteille de 39 kilos : 7 917 F CFP
- bouteille de 50 kilos : 10 150 F CFP

Art. 5.— Est puni des peines prévues pour les contraventions de la 5e classe, soit 178 997 F CFP par infraction, le fait pour une entreprise importatrice ou distributrice :

- de vendre ou de proposer à la vente à un revendeur, un litre de produit hydrocarbure à un prix supérieur à celui fixé pour ce produit en application des dispositions des articles 1er et 2 du présent arrêté ;
- de vendre ou de proposer à la vente à un utilisateur final, un litre de produit hydrocarbure à un prix supérieur à celui fixé pour ce produit en application des dispositions de l'article 3 du présent arrêté ;
- de vendre ou de proposer à la vente à un revendeur, une bouteille de gaz butane à un prix supérieur à celui fixé à l'article 4 du présent arrêté.

Art. 6.— Les infractions à l'article 5 du présent arrêté sont recherchées et constatées conformément aux dispositions de procédure pénale applicables en matière de commerce, de concurrence et de réglementation des prix.

Sont notamment habilités pour rechercher et constater ces infractions, les agents assermentés du service en charge du contrôle de la réglementation des prix.

Art. 7.— L'arrêté n° 73 CM du 27 janvier 2016 est abrogé.

Art. 8.— Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec

l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable à compter du 1er mars 2016 et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 février 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de la relance économique,
de l'économie bleue,
de la politique numérique
et de la promotion des investissements,*
Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 189 CM du 25 février 2016 fixant le prix maximal de détail de certains hydrocarbures en Polynésie française.

NOR : DAE1620128AC-4

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2009-12 du 3 août 2009 relative à la recherche et à la constatation des infractions en matière économique approuvée par le décret n° 2008-1022 du 3 octobre 2008 ratifié par l'article 66-I-13° de la loi n° 2009-594 du 27 mai 2009 ;

Vu délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial "Fonds de régulation des prix des hydrocarbures" ;

Vu l'arrêté n° 447 CM du 23 avril 1990 modifié fixant le cadre général des prix de vente du gaz butane de numéro de nomenclature douanière 27.11.13.90 ;

Vu l'arrêté n° 898 CM du 27 août 1990 modifié fixant le cadre général des prix de vente de certains hydrocarbures importés en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1208 CM du 27 août 1990 modifié fixant la marge maximale de détail de certains hydrocarbures en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 188 CM du 25 février 2016 fixant le prix maximal de gros de certains hydrocarbures en Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 24 février 2016,

Arrête :

Article 1er.— Sur l'ensemble de la Polynésie française, le prix maximal de vente au détail est fixé comme suit pour les hydrocarbures suivants :

- | | |
|--|-----------------|
| - Pétrole lampant pour usage domestique (27.10.11.12) | 112 F CFP/litre |
| - Essence à teneur en plomb inférieure à 0,013 g par litre (27.10.11.23) | 128 F CFP/litre |
| - Essence à teneur en plomb inférieure à 0,013 g par litre destinée à des entreprises pericolas dûment agréées (27.10.11.23) | 115 F CFP/litre |
| - Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse (27.10.19.25) | 130 F CFP/litre |
| - Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse destiné à l'alimentation des moteurs des navires de commerce assurant la desserte maritime interinsulaire autre que celle entre Tahiti et Moorea (27.10.19.25) en stations-services marines | 85 F CFP/litre |
| - Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse destiné à des matériels utilisés exclusivement à des activités professionnelles agréées et soumises à une réglementation tarifaire (27.10.19.25) | 77 F CFP/litre |
| - Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse destiné à l'alimentation des moteurs des navires de pêche battant pavillon français munis d'un permis de navigation en cours de validité, dont l'armateur est titulaire d'une licence de pêche professionnelle (27.10.19.25) | 40 F CFP/litre |
| - Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse destiné à l'avitaillement des navires de plaisance français ou étrangers immatriculés hors de la Polynésie française, à usage privé (27.10.19.25) | 57 F CFP/litre |
| - Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'avitaillement des navires équipés et armés pour la recherche scientifique français ou étrangers immatriculés hors de la Polynésie française (27.10.19.25) | 57 F CFP/litre |
| - Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné aux entreprises pericolas dûment agréées (27.10.19.25) | 106 F CFP/litre |

Art. 2.— Sur l'ensemble de la Polynésie française, le prix maximal de vente au détail du gaz butane est fixé comme suit :

- | | |
|---------------------------|--------------|
| - bouteille de 13 kilos : | 2 834 F CFP |
| - bouteille de 39 kilos : | 8 502 F CFP |
| - bouteille de 50 kilos : | 10 900 F CFP |

Art. 3.— L'achat d'une bouteille pleine de gaz butane donne droit à la reprise d'une bouteille vide complète de même capacité sans qu'aucun supplément de prix ne puisse être perçu par le vendeur. Les bouteilles de 13 kilos de gaz sont consignées au prix de 3 000 F CFP, celles de 39 kilos et de 50 kilos au prix de 8 000 F CFP, sans majoration possible.

Art. 4.— Est puni des peines prévues pour les contraventions de la 5e classe, soit 178 997 F CFP par infraction, le fait :

- de vendre ou de proposer à la vente un litre de produit hydrocarbure à un prix supérieur au prix fixé pour ce produit à l'article 1er ci-dessus ;
- de vendre ou de proposer à la vente une bouteille de gaz butane, à un prix supérieur à celui fixé à l'article 2 ci-dessus ;
- de pratiquer un prix pour la consigne d'une bouteille de gaz supérieur au prix fixé à l'article 3 ci-dessus ;
- de refuser de reprendre ou de reprendre avec un supplément de prix, une bouteille de gaz vide complète de même capacité lors de la vente d'une bouteille de gaz pleine.

Art. 5.— Les infractions à l'article 4 du présent arrêté sont recherchées et constatées conformément aux dispositions de procédure pénale applicables en matière de commerce, de concurrence et de réglementation des prix.

Sont notamment habilités pour rechercher et constater ces infractions, les agents assermentés du service en charge du contrôle de la réglementation des prix.

Art. 6.— L'arrêté n° 74 CM du 27 janvier 2016 est abrogé.

Art. 7.— Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable à compter du 1er mars 2016 et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 février 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de la relance économique,
de l'économie bleue,
de la politique numérique
et de la promotion des investissements,
Teva ROHFRITSCH.*

ARRETE n° 190 CM du 25 février 2016 relatif au prix du fioul ou MDO dont la teneur en soufre est inférieure à 2 % destiné à la SA EDT et acheminé en Polynésie française par le pétrolier James Cook lors de son voyage n° 62.

NOR : DAE1620128AC-5

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code des douanes de la Polynésie française ;

Vu la loi du pays n° 2009-12 du 3 août 2009 relative à la recherche et à la constatation des infractions en matière économique approuvée par le décret n° 2008-1022 du 3 octobre 2008 ratifié par l'article 66-I-13° de la loi n° 2009-594 du 27 mai 2009 ;

Vu la délibération n° 80-36 AT du 13 mars 1980 relative à la détermination de la valeur en douane des produits pétroliers importés ;

Vu délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial "Fonds de régulation des prix des hydrocarbures" ;

Vu l'arrêté n° 293 CM du 28 décembre 2004 modifié fixant le cadre général du prix de vente du fioul destiné à la SA EDT ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 24 février 2016,

Arrête :

Article 1er.— La valeur CAF barème représentative de la valeur en douane du fioul ou MDO à teneur en soufre inférieure à 2 % destiné à la SA EDT (position tarifaire 27.10.19.22) acheminé en Polynésie française par le pétrolier James Cook lors de son voyage n° 62, arrivé à Papeete le 11 février 2016 est la suivante :

Pétrolier : James Cook.

Voyage : n° 62.

Volume chargé à Singapour (à 15° C) : 8 331 980 litres.

Masse volumique (à 15° C) du produit : 0,9836 kg/litre.

Date d'arrivée du navire à Papeete : 11 février 2016.

Valeur CAF barème : 24,104 F CFP/litre.

Art. 2.— Le montant de stabilisation et le prix de cession applicables au fioul ou MDO dont la teneur en soufre est inférieure à 2 % destiné à la SA EDT provenant de l'importation visée à l'article 1er ci-dessus sont les suivants :

- | | |
|---|--------------------|
| - montant de stabilisation défini par la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée susvisée | 0 F CFP/litre |
| - prix maximal de facturation à la SA EDT par l'entreprise importatrice ou distributrice | 32,852 F CFP/litre |

Art. 3.— Sans préjudice des dispositions prévues par le code des douanes, est puni des peines prévues pour les contraventions de la 5e classe, soit une amende de 178 997 F CFP par infraction, le fait pour une entreprise

importatrice ou distributrice de vendre ou de facturer à la SA EDT un litre de produit visé par le présent arrêté à un prix supérieur à celui indiqué à l'article 2 ci-dessus.

Art. 4.— Les infractions à l'article 3 du présent arrêté sont recherchées et constatées conformément aux dispositions de procédure pénale des livres II et III de la loi du pays n° 2009-12 du 3 août 2009 susvisée.

Sont notamment habilités pour rechercher et constater ces infractions, les agents assermentés du service en charge du contrôle de la réglementation des prix.

Art. 5.— Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable à compter du 1er mars 2016 et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 février 2016.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de la relance économique,
de l'économie bleue,
de la politique numérique
et de la promotion des investissements,
Teva ROHFRITSCH.*

ARRETE n° 191 CM du 25 février 2016 portant modification de l'arrêté n° 1827 CM du 12 décembre 2008 modifié fixant les montants de la rémunération des prestations locales des sociétés pétrolières et des sociétés important, stockant, conditionnant et distribuant le gaz butane importé en vrac en Polynésie française.

NOR : DAE1620115AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial "Fonds de régulation des prix des hydrocarbures" ;

Vu l'arrêté n° 447 CM du 23 avril 1990 modifié fixant le cadre général des prix de vente du gaz butane de numéro de nomenclature douanière 27.11.13.90 ;

Vu l'arrêté n° 898 CM du 27 août 1990 modifié fixant le cadre général des prix de vente de certains hydrocarbures importés dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1827 CM du 12 décembre 2008 modifié fixant les montants de la rémunération des prestations locales des sociétés pétrolières et des sociétés importateur, stockant, conditionnant et distribuant le gaz butane importé en vrac en Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 24 février 2016,

Arrête :

Article 1er.— A l'article 1er de l'arrêté n° 1827 CM du 12 décembre 2008 modifié susvisé est rajouté un alinéa "1)" ainsi rédigé :

"1) Gazole dont la teneur en soufre est inférieure ou égale à 0,05 % en masse relevant de la codification douanière 2710.19.25 destiné à la production des centrales électriques sur Tahiti et les autres îles de la Polynésie française : 11,500 F CFP/litre."

Art. 2.— Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 février 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de la relance économique,
de l'économie bleue,
de la politique numérique
et de la promotion des investissements,*
Teva ROHFRTSCH.

ARRETE n° 192 CM du 25 février 2016 relatif aux prix de l'énergie électrique distribuée par la SA EDT dans le cadre de sa concession.

NOR : ENR1620152AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la convention n° 60-10 du 27 septembre 1960 modifiée relative à la concession de distribution publique d'énergie électrique de Tahiti et son cahier des charges ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 24 février 2016,

Arrête :

Article 1er.— Les prix de l'énergie électrique "hors taxes" distribuée par la SA EDT dans le cadre de sa concession s'établissent comme suit (en F CFP/kWh) :

A – Tarifs « petits consommateurs »

P1	usages domestiques 1 ^{ère} tranche de 0 à 240 kWh/mois	19,00
P2	usages domestiques 2 ^{ème} tranche au dessus de 240 kWh/mois	39,00

B – Tarifs « classique »

Basse Tension

P3	usages domestiques 1 ^{ère} tranche de 0 à 240 kWh/mois	24,50
P2	usages domestiques 2 ^{ème} tranche au dessus de 240 kWh/mois	39,00
P4	Éclairage public	33,00
P5	usages professionnels et autres usages	35,75

Moyenne tension

P6	tarif de jour (de 7h00 à 20h59)	25,00
P7	tarif de nuit (de 21h00 à 6h59)	22,00

Art. 2. — La prime d'abonnement est fixée comme suit (en F CFP/kVA) :

En basse tension

Tarif « petits consommateurs » (puissance souscrite $\leq 3,3$ kVA) 363

Tarif « classique » basse tension usages domestiques 395

Tarif « classique » basse tension usages professionnels et autres usages 360

En moyenne tension

Pour la part de puissance souscrite jusqu'à 200 kVA 1 533

Pour la part de puissance souscrite au-dessus de 200 kVA 1 245

Art. 3. — Les tarifs de l'électricité "hors taxes" appliqués aux abonnés de la SA EDT disposant d'un compteur à prépaiement s'établissent comme suit (en F CFP/kWh) :

C – Compteurs à prépaiement

P8 $\leq 2,2$ kVA de puissance souscrite avant le 1^{er} mars 2016 22,00

P9 $\leq 3,3$ kVA de puissance souscrite 28,00

P10 $> 3,3$ kVA de puissance souscrite 37,00

Art. 4. — L'arrêté n° 211 CM du 25 février 2015 relatif aux prix de l'énergie électrique distribuée par la SA EDT dans le cadre de sa concession est abrogé.

Art. 5. — Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable à compter du 1er mars 2016 et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 février 2016.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,

Nuihau LAUREY.

ARRETE n° 194 CM du 25 février 2016 portant approbation de l'avenant n° 17B à la convention de concession de distribution publique d'énergie électrique de Tahiti n° 60-10 du 27 septembre 1960 modifiant le cahier des charges annexé à ladite convention.

NOR : ENR1620151AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du

gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 21-2009 du 7 décembre 2009 modifiée relative au cadre réglementaire des délégations de service public de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la convention n° 60-10 du 27 septembre 1960 modifiée relative à la concession de distribution publique d'énergie électrique de Tahiti et son cahier des charges ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 24 février 2016,

Arrête :

Article 1er. — Le projet d'avenant n° 17B à la convention de concession de distribution publique d'énergie électrique de Tahiti n° 60-10 du 27 septembre 1960 modifiant le cahier des charges annexé à ladite convention est approuvé.

Art. 2. — Le conseil des ministres autorise la conclusion de l'avenant n° 17B à la convention susvisée, annexée au présent arrêté.

Art. 3. — Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 février 2016.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,

Nuihau LAUREY.

« Le présent avenant entrera en vigueur au jour de sa parution au Journal Officiel de la Polynésie française.

Toutefois, son article 2, prévoyant la modification de l'article 11 du Cahier des charges n'entrera en vigueur qu'à compter de l'institution d'un mécanisme de péréquation reposant sur un fondement réglementaire, et permettant le maintien de l'équilibre économique actuel des concessions du périmètre du Concessionnaire. Dans l'attente, la grille des tarifs applicable reste unique sur la Polynésie française, de sorte à couvrir le revenu autorisé du Concessionnaire sur l'ensemble de son périmètre actuel, par application des données jointes en Annexe 9, le cas échéant actualisées ».

Compte tenu des délais de préparation, d'examen et d'adoption de la loi de pays nécessaire, le mécanisme de péréquation réglementaire annoncé ne pourra être opérationnel au 1^{er} mars, date à laquelle les Parties souhaitent mettre en œuvre une grille tarifaire simplifiée.

Néanmoins, dans l'attente de l'entrée en vigueur de l'article 2 de l'avenant 17, et donc de la pleine application du nouvel article 11 du Cahier des Charges de la concession, les Parties se sont mises d'accord pour en anticiper certains effets dès le 1^{er} mars.

Le présent avenant 17 B a pour objets :

- de mettre à jour les données des annexes permettant le calcul des revenus autorisés sur l'ensemble du périmètre concerné en 2016 ;
- d'adopter une grille tarifaire temporaire applicable au 1^{er} mars 2016, dans l'attente de la pleine application de la nouvelle formule tarifaire prévue par l'avenant 17 ;
- de mettre à jour différentes dispositions du cahier des charges de la concession pour tenir compte de la nouvelle grille tarifaire.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1er. - Mise en place d'une grille tarifaire temporaire

A compter du 1^{er} mars 2016, et jusqu'à l'entrée en vigueur d'un dispositif réglementaire de péréquation et de solidarité tarifaire de l'électricité sur tout le territoire de la Polynésie française, tel que visé en préambule, les tarifs de l'électricité sont établis comme suit, de sorte à couvrir le revenu autorisé du Concessionnaire sur l'ensemble de ses concessions actuelles :

1°) Compteurs classiques :

La facture mensuelle comporte une part fixe dite « abonnement », et une part variable fonction du nombre de kWh relevés au compteur.

1.1 Part variable (au 1^{er} mars 2016).

Tarif « petits consommateurs usages domestiques » (puissance souscrite ≤ 3,3 kVA)

- Usages domestiques

. 1ère tranche de 0 à 240 kWh/mois :	P1	19 F CFP/kWh
. 2ème tranche au –dessus 240 kWh/mois :	P2	39 F CFP/kWh

Tarif « classique »

Basse tension

- Usages domestiques

. 1ère tranche de 0 à 240 kWh/mois :	P3	24,50 F CFP/kWh
. 2ème tranche au –dessus 240 kWh/mois :	P2	39 F CFP/kWh

- Eclairage public :

P4 33 F CFP/kWh

- Usage professionnel Basse Tension et autres usages :

P5 35,75 F CFP/kWh

Moyenne tension

- Tarif jour (de 7 h 00 à 20 h 59) :

P6 25 F CFP/kWh

- Tarif nuit (de 21 h 00 à 6 h 59) :

P7 22 F CFP/kWh

Le tarif basse Tension « usages domestiques », ne pourra être appliqué aux usages professionnels..

Pour bénéficier du tarif basse Tension « usage professionnel », le client doit en avoir fait la demande, et justifier d'une inscription au Registre du Commerce et de l'Industrie.

La répartition des consommations par tranche s'effectue sur la base de mois de 30 jours.

1.2 Part fixe

La facturation de la part fixe est mensuelle.

La part fixe est proportionnelle à la puissance souscrite ou atteinte par le client.

En basse tension, sa valeur au 1^{er} mars 2016 est fixée à :

- 263 F par kVA pour le tarif « petits consommateurs »
- 395 F par kVA pour le « tarif classique » basse tension usage domestique.
- 360 F par kVA pour le tarif « usages professionnels BT et autres usages » et le tarif « éclairage public.

En moyenne tension, sa valeur est fixée à :

- 1 533 F par kVA pour la part de puissance souscrite jusqu'à 200 kVA
- 1 245 F par kVA pour la part de puissance souscrite au-dessus de 200 kVA

La grille des tarifs et la prime d'abonnement par type de consommateurs sont approuvées en conseil des Ministres et publiées au Journal Officiel de la Polynésie française.

1.3. Factures intermédiaires

Le relevé de chaque compteur intervient au moins une fois tous les quatre mois.

Dans l'intervalle séparant deux relevés, le concessionnaire peut établir des factures intermédiaires d'acompte calculées sur une consommation estimée. Ces estimations sont effectuées sur la moyenne des consommations facturées au client dans les mois antérieurs, ou, à défaut, la moyenne des consommations facturées aux clients de la catégorie de tarif considérée. La facture rectificative est établie sur la base du relevé de compteur.

Sur demande des clients, une mensualisation des facturations est mise en place.

2°) Compteurs à prépaiement

Dans le cas particulier du compteur à pré-paiement, la tarification correspond à un prix incluant les parts fixes et parts variables définies ci-dessus.

Au 1^{er} mars 2016, ces tarifs sont établis comme suit :

Usages domestiques :

- Inférieur ou égal à 2,2 kVA de puissance souscrite avant le 1^{er} mars 2016, quel que soit le nombre de kWh/mois : P8 22 F CFP/kWh
- Inférieur ou égal à 3,3 KVA quel que soit le nombre de kWh/mois : P9 28 F CFP/kWh
- Supérieur à 3,3 KVA quel que soit le nombre de kWh/mois : P10 37 F CFP/kWh

Le tarif P8 est maintenu pour les souscriptions inférieure ou égales à 2,2 kVA et antérieures au 1^{er} mars 2016. Pour toute souscription postérieure, le tarif applicable est le même de 0 à 3,3 kVA, soit le tarif P9.

3°) Contenu des prix et présentation de la facture

Les prix présentés ci-dessus comprennent, sur l'île de Tahiti, la part de la redevance de transport de l'électricité. Celle-ci est présentée de façon distincte, dans la facture adressée aux usagers concernés.

Article 2. - Mise à jour des annexes de l'avenant 17

Les annexes 1, 2, 6 et 9 de l'avenant 17 sont remplacées par les versions ci-jointes.

Article 3. - Modifications de l'article 2 de l'avenant 17 :

- A l'article 2 de l'avenant 17, la dernière phrase du point 11.2.3 est remplacée par la rédaction qui suit :
« Le tarif P8 est maintenu pour les souscriptions inférieure ou égales à 2,2 kVA et antérieures au 1er mars 2016. Pour toute souscription postérieure, le tarif applicable est le même de 0 à 3,3 kVA, soit le tarif P9 ».
- Au 2^{ème} alinéa du point 11.2.2.3 de l'article 2 de l'avenant 17, la phrase « Ces estimations sont effectuées sur la moyenne des factures acquittées par le client dans les mois antérieurs, ou, à défaut, la moyenne des factures acquittées par les clients de la catégorie de tarif considérée » est remplacée par la phrase « Ces estimations sont effectuées sur la moyenne des consommations facturées au client dans les mois antérieurs, ou, à défaut, la moyenne des consommations facturées aux clients de la catégorie de tarif considérée ».
- Au 3^{ème} alinéa du point 11.2.2.3 de l'article 2 de l'avenant 17, la phrase « Sur demande des clients, une mensualisation des paiements est mise en place. » est remplacée par la phrase « Sur demande des clients, une mensualisation des facturations est mise en place. »
- Au point 11.1.1.1 de l'article 2 de l'avenant 17, dans le paragraphe « gestion Clientèle (C) », la phrase :
« NB : au sens du présent cahier des charges, le nombre de « Clients » désigne le nombre de titulaires d'abonnements en compteurs classiques et de clients raccordés en pré-paiement » est remplacée par la phrase : « NB : au sens du présent cahier des charges, le nombre de « Clients » désigne le nombre d'abonnements en compteurs classiques et de raccordements en pré-paiement ».
- Au point 11.1.1.3 de l'article 2 de l'avenant 17, la phrase « Les indices sont ceux publiés au J.O.P.F. » est remplacée par la phrase : « Les indices ICV et PSD sont ceux publiés au JOPF. L'indice ISC est celui publié sur le site internet de l'ISPF : www.ispf.pf ».
- A la suite du point 11.3.3 de l'article 2 de l'avenant 17, il est créé un point 11.3.4 intitulé « Définition du tarif maximum autorisé » et rédigé comme suit :
« Dans l'ensemble du présent cahier des charges, la notion de « tarif maximum autorisé », « tarif 'classique' domestique BT le plus élevé », « tarif maximum en vigueur », « tarif maximum domestique » ou « tarif maximum », désigne un tarif fixé d'accord parties à 39 F CFP/kWh.
Cette valeur est révisable par avenant.

Article 4. - Election de domicile

Pour la présente convention, les parties font élection de domicile à :

Présidence de la Polynésie française

B.P. 2551, 98713 Papeete – TAHITI

quartier Broche, avenue Pouvanaa a Oopa

Email : capr@presidence.pf <http://www.presidence.pf>

SA EDT

B.P. 8021, 98 702 Puurai

TAHITI - Polynésie française

Email : edt@edt.pf site internet : www.edt.pf

Article 5. - La présente convention est établie en quatre (4) exemplaires originaux comprenant 4 annexes et est exempte de tous droits de timbre et d'enregistrement.

La liste de ces annexes est la suivante :

- 1- Annexe 1 de l'avenant 17 mise à jour : Rendement moyen des unités de production et du réseau de distribution au cours des 5 dernières années.
- 2- Annexe 2 de l'avenant 17 mise à jour : Valeurs des unités d'œuvres et des forfaits de la formule du Revenu Autorisé.
- 3- Annexe 6 de l'avenant 17 mise à jour : Inventaire des biens de distribution remis au Concédant en fin de contrat contre indemnité, et montant de l'indemnité correspondante.
- 4- Annexe 9 de l'avenant 17 mise à jour : Forfaits de rémunération et Unités d'œuvres dans le périmètre d'intervention du Concessionnaire

Ces annexes sont telles qu'établies et fournies par le Concessionnaire.

Fait à Papeete, le

Fait à

, le

Fait à

, le

Pour la SA EDT,¹
Le Président Directeur Général

Grégoire de CHILLAZ

Le Président
de la Polynésie française

Edouard FRITCH

¹ Mention manuscrite « lue et approuvée » avant signature

ANNEXE 1

COMPTE DE RESULTAT PAR CONCESSION		2014	2013	2012	2011	2010	Avt17
Production	Nombre de Litres d'hydrocarbues consommés						
	Fioul	69 896 646	75 420 746	77 322 008	74 159 570	73 348 410	75 634 108
	Gazole	1 872 114	1 834 968	1 680 447	1 738 976	2 498 921	1 751 464
	Fioul équivalent gazole	1 666 436	1 633 371	1 495 826	1 547 925	2 224 379	1 559 041
Distribution	Production Thermique du concessionnaire						
	Nb de kWh produits sortie centrale	326 520 051	345 390 423	355 780 154	344 651 666	340 247 623	348 607 414
	Rendement	21,92%	22,31%	22,15%	21,97%	22,21%	22,143%
	Total énergie injectée en distribution						
	Nb de kWh	442 712 032	445 908 606	465 966 711	460 203 934	488 667 591	463 861 185
	Energie livrée aux compteurs						
	Nb de kWh	421 769 860	423 283 035	439 135 733	439 604 329	466 506 847	442 627 012
	Rendement	95,27%	94,93%	94,24%	95,52%	95,47%	95,422%

ANNEXE 2

	Forfait 2015					Forfaits 2016				
	UP1	UP2	UD1	UD2	UC	UP1	UP2	UD1	UD2	UC
EDT Nord	22 442	2,736	157 761	1 164 096	17 042	22 464	2,737	158 691	1 167 698	17 099
EDT Sud	22 442	2,736	157 761	968 521	13 194	22 464	2,737	158 813	970 007	13 241
Moorea	24 786	1,599	0	1 041 586	15 825	24 820	1,594	0	1 043 129	15 886
Tahaa	68 007	1,805	0	426 789	16 533	68 180	1,811	0	427 681	16 605
Huahine	58 927	2,963	0	710 458	14 117	59 065	2,961	0	712 154	14 167
Bora-Bora	44 294	1,749	0	1 352 720	7 377	44 338	1,743	0	1 355 843	7 404
Maupiti	131 700	1,854	0	1 280 986	13 076	132 115	1,860	0	1 284 486	13 130
Taputapuataea	73 920	2,138	0	622 321	19 064	74 151	2,141	0	624 110	19 118
Tumaraa	73 920	2,138	0	587 977	13 323	74 151	2,141	0	589 498	13 353
Rangiroa	63 839	1,741	0	820 212	16 310	63 937	1,743	0	821 595	16 361
Hao	99 232	2,121	0	1 140 343	16 544	99 503	2,126	0	1 142 742	16 615
Tubuai	126 976	2,164	0	374 594	16 580	127 327	2,169	0	375 235	16 652
Rurutu	89 816	4,366	0	403 051	14 522	90 163	4,377	0	403 742	14 590
Rimatara	183 593	3,568	0	603 370	18 916	184 139	3,560	0	603 869	19 007
Raivavae	165 127	6,138	0	489 700	12 350	165 514	6,134	0	490 786	12 376
Ua-pou	107 648	2,348	0	345 008	6 195	107 889	2,352	0	338 931	6 223
Nuku-hiva	111 541	2,200	0	795 534	11 643	111 857	2,207	0	797 088	11 674
Hiva-oo	180 077	1,166	0	-169 033	27 769	180 696	1,171	0	-169 668	27 943
Ua huka	170 757	8,561	0	472 147	5 061	171 346	8,535	0	472 729	5 074

	nombre d'unités d'œuvres 2014					nombre d'unités d'œuvres 2015				
	UP1	UP2	UD1	UD2	UC	UP1	UP2	UD1	UD2	UC
EDT Nord	111 523	292 827 005	586,5	1 484,900	50 472	111 544	289 715 717	575,7	1 483,900	51 077
EDT Sud	12 010	33 693 046	179,9	554,200	11 508	11 989	34 450 930	181,2	559,300	11 677
Moorea	10 069	34 592 491	0	307,600	6 164	9 906	34 939 290	0	309,646	6 263
Tahaa	1 788	7 085 493	0	179,371	1 799	1 820	7 065 340	0	179,401	1 828
Huahine	3 113	8 489 234	0	154,594	2 029	3 057	8 406 894	0	154,669	2 045
Bora-Bora	10 975	41 289 550	0	154,000	2 827	11 098	40 803 452	0	171,000	2 939
Maupiti	439	1 020 784	0	18,840	360	439	1 068 377	0	19,081	364
Taputapuataea	1 465	5 202 642	0	131,840	1 586	1 389	5 103 971	0	131,950	1 604
Tumaraa	962	3 430 511	0	101,825	1 313	962	3 567 442	0	101,825	1 328
Rangiroa	2 061	7 532 097	0	66,106	1 399	2 120	7 530 020	0	66,106	1 421
Hao	679	2 347 054	0	30,700	430	678	2 263 699	0	31,280	432
Tubuai	735	2 640 082	0	97,692	802	735	2 678 930	0	97,808	823
Rurutu	726	2 313 845	0	73,781	804	706	2 262 158	0	73,781	813
Rimatara	305	610 209	0	21,700	291	305	590 279	0	21,330	295
Raivavae	356	827 016	0	40,553	377	333	834 399	0	40,553	382
Ua-pou	657	2 258 534	0	94,400	786	649	2 257 559	0	94,400	791
Nuku-hiva	1 316	3 256 483	0	66,630	1 061	1 319	2 965 956	0	66,630	1 061
Hiva-oo	974	2 309 678	0	65,000	828	964	2 515 923	0	65,000	827
Ua huka	292	688 401	0	21,260	235	293	669 970	0	21,260	235

Indemnité fin de concession

Annexe 6

Famille	IFC prévisionnelle sur biens à renouveler	IFC définitive sur biens existants au bilan au 31/12/2015 et non renouvelables	TOTAL IFC prévisionnelle
ARMEMENTS POSTES	6 366 740	4 655 402	11 022 142
ARMEMENTS RESEAUX AERIENS	420 253 695	243 691 859	663 945 554
AUTRES COMPOSANTS (DP)	275 506 812	64 105 635	339 612 447
BRANCHEMENT ET COMPTAGE	2 665 787 562	134 407 374	2 800 194 936
CABLE RESEAUX AERIENS	871 576 162	69 379 124	940 955 285
CARTOGRAPHIE	-	-	-
COFFRET TELECOM (ITI)	3 474 120	671 273	4 145 393
GENIE CIVIL DP (TAHITI)	341 882 451	66 135 936	408 018 386
INTERRUPTEURS AERIENS	66 556 828	-	66 556 828
PIECES DE SECURITE	-	-	-
POSTE SOURCE	552 496 323	136 494 333	688 990 656
POTEAUX RESEAUX	1 999 538 661	471 583 031	2 471 121 693
RESEAU SOUTERRAIN	1 687 793 533	66 971 432	1 754 764 965
TELECOM (POSTE DP)	19 045 441	3 916 608	22 962 049
TERRAIN ET AMENAG TERRAIN	-	-	-
TRANSFO	384 478 940	121 354 298	505 833 238
Total général	9 294 757 268	1 383 366 304	10 678 123 573

	RE : Revenu de l'exploitation 2015						RE : Revenu de l'exploitation 2016						R.E. 2016		carburant C	urée U	huiles H	PTF	énergie achetée E	prod ENR E	EDT E	transport T	CE 2016	R.A. 2016
	UP1	UP2	UD1	UD2	UC	Total	UP1	UP2	UD1	UD2	UC	sous total forfaits	RF	PGR										
EDT Nord	2 502 799 166	801 174 686	92 526 827	1 728 566 150	860 143 824	5 985 210 653	2 505 723 104	792 951 917	91 358 409	1 732 747 062	873 365 623	5 996 146 115	-267 279 219		5 728 866 896	3 004 821 293	99 381 084	96 956 409				819 581 719	6 065 552 044	11 794 418 940
EDT Sud	269 528 420	92 184 174	28 381 204	536 754 338	151 836 552	1 076 684 688	269 322 208	94 292 195	28 776 916	542 524 915	154 615 157	1 089 531 392	17 440 178		1 106 971 570	367 871 138	12 173 916	11 884 550				97 065 832	714 998 901	1 821 970 471
Moorea	249 570 234	55 313 393	0	320 391 854	97 545 300	722 820 781	245 866 920	55 693 228	0	323 000 722	99 494 018	724 054 889	-6 412 429		717 642 460	511 649 185		5 157 405					523 217 176	1 240 859 636
Tahaa	121 596 516	12 789 315	0	76 553 570	29 742 867	240 682 268	124 087 600	12 795 331	0	76 726 399	30 353 940	243 963 270	-3 454 933		240 508 337	108 787 380		1 521 111					112 062 402	352 570 739
Huahine	183 439 751	25 153 600	0	109 632 544	28 643 393	347 069 288	180 561 705	24 892 813	0	110 148 147	28 971 515	344 574 180	6 182 503		350 756 684	131 765 156		2 912 544					138 545 440	489 302 124
Bora-Bora	486 126 650	72 215 423	0	208 318 880	20 854 779	787 515 732	492 063 124	71 120 417	0	231 849 153	21 760 356	816 793 050	7 717 310		824 510 360	590 634 711		6 603 711					605 813 478	1 430 323 838
Maupiti	57 816 300	1 892 534	0	24 133 776	4 707 360	88 549 970	57 998 485	1 987 181	0	24 509 277	4 779 320	89 274 264	1 455 712		90 729 976	17 999 428		399 330		0			18 398 758	109 128 733
Taputapuataea	108 313 543	11 123 249	0	82 046 801	30 235 504	231 719 096	102 976 266	10 927 602	0	82 351 315	30 665 272	226 920 455	-939 383		225 981 072	77 935 858		417 119					79 207 374	305 188 446
Tumaraa	71 090 297	7 334 433	0	59 870 758	17 493 099	165 788 587	71 352 735	7 637 893	0	60 025 634	17 732 784	156 749 046	533 952		157 282 998	51 177 189		273 908					52 944 346	210 227 344
Rangiroa	131 572 179	13 113 381	0	54 220 934	22 817 690	221 724 184	135 546 440	13 124 825	0	54 312 359	23 248 981	228 232 605	-692 640		225 539 965	111 650 798		2 159 072					116 779 047	342 319 011
Hao	67 378 528	4 978 102	0	35 008 530	7 113 920	114 479 080	67 463 034	4 812 624	0	35 744 970	7 177 680	115 198 308	1 671 102		116 869 410	39 047 182		642 840					41 130 198	157 999 608
Tubuai	93 327 360	5 713 137	0	36 594 837	13 297 180	148 932 494	93 585 345	5 810 599	0	36 700 985	13 704 598	149 801 525	167 164		149 968 689	42 666 791		687 867					43 983 214	193 951 903
Rurutu	65 206 416	10 102 247	0	29 737 506	11 675 688	116 721 857	63 655 078	9 901 466	0	29 788 489	11 861 670	115 206 702	-311 035		114 895 667	39 066 726		607 662					39 742 746	154 638 413
Rimatara	55 995 865	2 177 226	0	13 093 129	5 504 556	76 770 776	56 162 395	2 101 393	0	12 880 526	5 607 065	76 751 379	1 775 582		78 526 961	12 176 106		406 994					16 040 339	94 567 300
Raivavae	58 785 212	5 076 224	0	19 858 804	4 655 950	86 376 190	55 116 162	5 118 203	0	19 902 846	4 727 632	84 864 842	-3 713 741		81 151 101	14 886 633		204 106		0			15 092 739	96 243 840
Ua-pou	70 724 736	5 303 038	0	32 568 755	4 869 270	113 465 799	70 019 961	5 309 779	0	31 995 086	4 922 393	112 247 219	322 510		112 569 729	33 674 495		532 432					34 895 212	147 464 941
Nuku-hiva	146 787 956	7 164 263	0	53 006 430	12 353 223	219 311 872	147 539 383	6 545 865	0	53 109 973	12 386 114	219 581 335	-350 299		219 231 036	49 604 955		1 050 080					73 337 524	292 568 560
Hiva-oo	175 394 998	2 693 085	0	-10 987 145	22 992 732	190 093 670	174 190 944	2 946 146	0	-11 028 420	23 108 861	189 217 531	-817 485		188 400 046	41 270 876		690 255					52 484 158	240 884 203
Ua hukā	49 861 044	5 893 401	0	10 037 845	1 189 335	66 981 625	50 204 378	5 718 194	0	10 050 219	1 192 390	67 165 180	1 712 158		68 877 338	13 685 263		272 708		0			13 957 971	82 835 309
total	4 965 315 171	1 141 394 908	120 908 030	3 419 608 297	1 347 672 202	10 994 896 609	4 963 435 267	1 133 687 672	120 135 324	3 457 339 655	1 369 675 367	11 044 273 286	-244 992 994	0	10 799 280 293	5 260 373 163	111 555 000	133 380 123	0	2 303 526 700	32 700 531	916 647 551	8 758 183 067	19 557 463 360

ARRETE n° 195 CM du 25 février 2016 portant modification des arrêtés n° 1784 CM du 31 décembre 2001 modifié réglementant les prix de vente des produits pharmaceutiques et n° 1346 CM du 10 septembre 2015 portant gel des prix maximum de vente au consommateur final des spécialités pharmaceutiques remboursées aux assurés sociaux.

NOR : DAE1620132AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2009-12 du 3 août 2009 relative à la recherche et à la constatation des infractions en matière économique approuvée par le décret n° 2008-1022 du 3 octobre 2008 ratifié par l'article 66-I-13° de la loi n° 2009-544 du 27 mai 2009 ;

Vu la loi du pays n° 2013-1 du 14 janvier 2013 relative à la maîtrise de l'évolution des dépenses des produits de santé et des produits et prestations remboursables ;

Vu l'arrêté n° 171 CM du 7 février 1992 modifié fixant le régime général des prix et des marges des produits aux différents stades de la commercialisation en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1784 CM du 31 décembre 2001 modifié réglementant les prix de vente au public des produits pharmaceutiques ;

Vu l'arrêté n° 1346 CM du 10 septembre 2015 modifié portant gel des prix maximum de vente au consommateur final des spécialités pharmaceutiques remboursées aux assurés sociaux ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 24 février 2016,

Arrête :

Article 1er.— L'arrêté n° 1784 CM du 31 décembre 2001 modifié susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

1° L'article 1er est remplacé par les dispositions suivantes :

«Article 1er.— Sur l'ensemble du territoire de la Polynésie française, le prix maximum de vente au consommateur final des produits pharmaceutiques d'origine ou de provenance française est déterminé par les modalités suivantes :

- prix de vente maximum TTC Polynésie française = prix de vente TTC métropolitain x coefficient ;
- TTC : TVA incluse.

Pour les spécialités pharmaceutiques remboursables, le coefficient est de 147°.

2° - L'article 3 est abrogé.

Art. 2.— A l'article 2 de l'arrêté n° 1346 CM du 10 septembre 2015 modifié susvisé, les mots : "29 février 2016" sont remplacés par les mots : "31 mars 2016".

Art. 3.— Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 février 2016.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de la relance économique,
de l'économie bleue,
de la politique numérique
et de la promotion des investissements,
Teva ROHFRIETSCH.*

ARRETE n° 196 CM du 25 février 2016 portant autorisation préalable d'investissement étranger en Polynésie française au profit de la société Lupesina Marara.

NOR : DAE160016AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté du 15 novembre 1873 modifié relatif à la formalité de l'enregistrement dans les Etablissements français de l'Océanie et les Etats du protectorat des îles de la Société ;

Vu la délibération n° 96-141 APF du 21 novembre 1996 portant réglementation des investissements étrangers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 285 CM du 17 mars 1997 portant application de la délibération n° 96-141 APF du 21 novembre 1996 portant réglementation des investissements étrangers en Polynésie française ;

Vu la demande reçue le 24 décembre 2015 présentée par M. Franck Monnot, notaire assistant au sein de l'office notarial Restout-Delgrossi-Buirette ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 24 février 2016,

Arrête :

Article 1er. — La société Lupesina Marara est autorisée à réaliser un investissement en Polynésie française en acquérant :

- le droit au bail commercial d'un terrain situé à Nunue, Bora Bora, composé des droits *indivis* paraissant être de deux neuvièmes dans la terre Patoti, cadastrée section AA n° 9 d'une superficie de 42 210 mètres carrés et des parcelles cadastrées sous les références suivantes :
 - section AA n° 5 d'une superficie de 53 424 mètres carrés ;
 - section AA n° 18 d'une superficie de 2 862 mètres carrés ;
 - section AA n° 20 d'une superficie de 4 246 mètres carrés ;
 - section AA n° 21 d'une superficie de 6 415 mètres carrés ;
 - section AA n° 7 d'une superficie de 916 mètres carrés ;
- les constructions y édifiées de l'hôtel Sofitel Bora Bora Beach Resort comprenant notamment : un bâtiment principal à usage de réception, un bâtiment administratif et technique, des restaurants, une piscine, un espace plage, un ponton débarcadère, des unités d'hébergement, un bungalow à usage de salle de réunion, deux bungalows reliés à usage de spa, deux bungalows à usage de service, un local technique, des locaux de stockage, un court de tennis et l'ensemble des infrastructures et des espaces aménagés.

Art. 2. — La présente autorisation est accordée sans autre garantie de la Polynésie française, spécialement sans garantie de propriété, et ne fait pas obstacle à l'application des règles en vigueur en matière d'urbanisme. La direction des affaires foncières n'est pas liée par le présent arrêté et conserve le droit de contrôle de la valeur vénale déclarée, prévu par l'arrêté du 15 novembre 1873 modifié susvisé.

Art. 3. — Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel, et le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 février 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de la relance économique,
de l'économie bleue,
de la politique numérique
et de la promotion des investissements,*
Teva ROHFRITSCH.

*Le ministre du logement
et de la rénovation urbaine,
de la politique de la ville,
des affaires foncières et du domaine,*
Tearii ALPHA.

ARRETE n° 197 CM du 25 février 2016 portant autorisation préalable d'investissement étranger en Polynésie française au profit de la société Lupesina Moorea.

NOR : DAE1600017AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté du 15 novembre 1873 modifié relatif à la formalité de l'enregistrement dans les Etablissements français de l'Océanie et les Etat du protectorat des îles de la Société ;

Vu la délibération n° 96-141 APF du 21 novembre 1996 portant réglementation des investissements étrangers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 285 CM du 17 mars 1997 portant application de la délibération n° 96-141 APF du 21 novembre 1996 portant réglementation des investissements étrangers en Polynésie française ;

Vu la demande reçue le 24 décembre 2015 présentée par Me Stéphanie Buirette, notaire associé au sein de l'office notarial Restout-Delgrossi-Buirette ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 24 février 2016,

Arrête :

Article 1er. — La société Lupesina Moorea est autorisée à réaliser un investissement en Polynésie française en acquérant :

- des parcelles de terre situées à Moorea, section de Teavaro, Temae, cadastrées sous les références suivantes :
 - section CL n° 3 d'une superficie de 5 000 mètres carrés ;
 - section CL n° 5 d'une superficie de 1 433 mètres carrés ;
 - section CL n° 35 d'une superficie de 7 250 mètres carrés ;
 - section CL n° 36 d'une superficie de 95 978 mètres carrés ;
 - section CK n° 34 d'une superficie de 873 mètres carrés.
- les constructions y édifiées de l'hôtel Sofitel Moorea Ia Ora Beach Resort comprenant notamment : un bâtiment à usage de réception et de bureaux administratifs, 103 bungalows, des restaurants, un bar, une piscine, une cuisine, un fare à usage de spa, 8 bungalows déclassés à usage de bureau ou de logements destinés aux employés, un bâtiment en dur comprenant des bureaux, des salles de repos, un local informatique, un réfectoire pour le personnel, des chambres froides et locaux de stockage destinés aux cuisines, une maison à usage de logement pour le directeur, l'ensemble des infrastructures et des aménagements.

Art. 2.— La présente autorisation est accordée sans autre garantie de la Polynésie française, spécialement sans garantie de propriété, et ne fait pas obstacle à l'application des règles en vigueur en matière d'urbanisme. La direction des affaires foncières n'est pas liée par le présent arrêté et conserve le droit de contrôle de la valeur vénale déclarée, prévu par l'arrêté du 15 novembre 1873 modifié susvisé.

Art. 3.— Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel, et le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 février 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :
*Le ministre de la relance économique,
de l'économie bleue,
de la politique numérique
et de la promotion des investissements,*
Teva ROHFRITSCH.

*Le ministre du logement
et de la rénovation urbaine,
de la politique de la ville,
des affaires foncières et du domaine,*
Tearii ALPHA.

ARRETE n° 198 CM du 25 février 2016 portant autorisation préalable d'investissement étranger en Polynésie française au profit de la société Lupesina Private Island.

NOR : DAE1600018AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté du 15 novembre 1873 modifié relatif à la formalité de l'enregistrement dans les Etablissements français de l'Océanie et les Etat du protectorat des îles de la Société ;

Vu la délibération n° 96-141 APF du 21 novembre 1996 portant réglementation des investissements étrangers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 285 CM du 17 mars 1997 portant application de la délibération n° 96-141 APF du 21 novembre 1996 portant réglementation des investissements étrangers en Polynésie française ;

Vu la demande reçue le 24 décembre 2015 présentée par Me Stéphanie Buirette, notaire associé au sein de l'office notarial Restout-Delgrossi-Buirette ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 24 février 2016,

Arrête :

Article 1er.— La société Lupesina Private Island, est autorisée à réaliser un investissement en Polynésie française en acquérant :

- le droit au bail commercial de la totalité de l'îlot dénommé Piti-Uu-Uta situé à Bora Bora, cadastré sous les références suivantes :
 - section KP n° 4 d'une superficie de 15 319 mètres carrés ;
 - section KP n° 5 d'une superficie de 15 234 mètres carrés ;
- les constructions y édifiées de l'hôtel Sofitel Bora Bora Private Island comprenant notamment : des unités d'hébergement (20 bungalows over water et 10 bungalows montagne), des services généraux (accueil, salon, restaurant, cuisine, réserves et préparations froides, laverie, sanitaires, vestiaires du personnel, terrasses...).

Art. 2. — La présente autorisation est accordée sans autre garantie de la Polynésie française, spécialement sans garantie de propriété, et ne fait pas obstacle à l'application des règles en vigueur en matière d'urbanisme. La direction des affaires foncières n'est pas liée par le présent arrêté et conserve le droit de contrôle de la valeur vénale déclarée, prévu par l'arrêté du 15 novembre 1873 modifié susvisé.

Art. 3. — Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel, et le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 février 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de la relance économique,
de l'économie bleue,
de la politique numérique
et de la promotion des investissements,*
Teva ROHFRITSCH.

*Le ministre du logement
et de la rénovation urbaine,
de la politique de la ville,
des affaires foncières et du domaine,*
Tearii ALPHA.

ARRETE n° 199 CM du 25 février 2016 portant autorisation préalable d'investissement étranger en Polynésie française au profit de la société Lupesina Tahiti Investments.

NOR : DAE1600019AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté du 15 novembre 1873 modifié relatif à la formalité de l'enregistrement dans les Etablissements français de l'Océanie et les Etat du protectorat des îles de la Société ;

Vu la délibération n° 96-141 APF du 21 novembre 1996 portant réglementation des investissements étrangers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 285 CM du 17 mars 1997 portant application de la délibération n° 96-141 APF du 21 novembre 1996 portant réglementation des investissements étrangers en Polynésie française ;

Vu la demande reçue le 24 décembre 2015 présentée par Me Bernard Restout, notaire associé au sein de l'office notarial Restout-Delgrossi-Buirette ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 24 février 2016,

Arrête :

Article 1er. — La société Lupesina Tahiti Investments est autorisée à réaliser un investissement en Polynésie française en acquérant la totalité des parts de la SCI Taamatua, laquelle est propriétaire de parcelles de terre sises à Bora Bora, Nunue et est titulaire d'un bail pour un terrain également situé à Bora Bora.

Art. 2. — La présente autorisation est accordée sans autre garantie de la Polynésie française, spécialement sans garantie de propriété, et ne fait pas obstacle à l'application des règles en vigueur en matière d'urbanisme. La direction des affaires foncières n'est pas liée par le présent arrêté et conserve le droit de contrôle de la valeur vénale déclarée, prévu par l'arrêté du 15 novembre 1873 modifié susvisé.

Art. 3. — Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel, et le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 février 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de la relance économique,
de l'économie bleue,
de la politique numérique
et de la promotion des investissements,*
Teva ROHFRITSCH.

*Le ministre du logement
et de la rénovation urbaine,
de la politique de la ville,
des affaires foncières et du domaine,*
Tearii ALPHA.

ARRETE n° 200 CM du 25 février 2016 relatif au prix de vente maximal de l'hydroélectricité dans le cadre de la concession de forces hydrauliques de la haute vallée de la Papenoo.

NOR : ENR1620156AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 901 CM du 25 juin 2009 modifié fixant les prix d'achat hors taxe de l'énergie électrique issue de générateurs d'énergies nouvelles et renouvelables (EnR) ;

Vu la convention n° 89-8039 du 18 décembre 1989 modifiée relative à la concession de forces hydrauliques de la haute vallée de la Papenoo et son cahier des charges ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 24 février 2016,

Arrête :

Article 1er.— Le prix de vente maximal de l'énergie électrique d'origine hydraulique "hors taxes" produite dans le cadre de la concession de forces hydrauliques de la haute vallée de la Papenoo aux concessionnaires de distribution d'énergie électrique est fixé à 13,82 F CFP le kWh.

Art. 2.— Le prix de l'hydroélectricité issue de la concession mentionnée à l'article 1er du présent arrêté ne relève pas de l'arrêté n° 901 CM du 25 juin 2009 modifié fixant les prix d'achat hors taxe de l'énergie électrique issue de générateurs d'énergies nouvelles et renouvelables (EnR).

Art. 3.— Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 février 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

ARRETE n° 201 CM du 25 février 2016 relatif au prix de vente maximal de l'hydroélectricité dans le cadre de la concession de forces hydrauliques de la moyenne vallée de la Papenoo.

NOR : ENR1620156AC-2

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 901 CM du 25 juin 2009 modifié fixant les prix d'achat hors taxe de l'énergie électrique issue de générateurs d'énergies nouvelles et renouvelables (EnR) ;

Vu la convention n° 95-1258 du 11 août 1995 modifiée relative à la concession de forces hydrauliques de la moyenne vallée de la Papenoo et son cahier des charges ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 24 février 2016,

Arrête :

Article 1er.— Le prix de vente maximal de l'énergie électrique d'origine hydraulique "hors taxes" produite dans le cadre de la concession de forces hydrauliques de la moyenne vallée de la Papenoo aux concessionnaires de distribution d'énergie électrique est fixé à 14,34 F CFP le kWh.

Art. 2.— Le prix de l'hydroélectricité issue de la concession mentionnée à l'article 1er du présent arrêté ne relève pas de l'arrêté n° 901 CM du 25 juin 2009 modifié fixant les prix d'achat hors taxe de l'énergie électrique issue de générateurs d'énergies nouvelles et renouvelables (EnR).

Art. 3.— Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 février 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

ARRETE n° 202 CM du 25 février 2016 relatif au prix de vente maximal de l'hydroélectricité dans le cadre de la concession de forces hydrauliques de la Titaaviri.

NOR : ENR1620156AC-3

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 901 CM du 25 juin 2009 modifié fixant les prix d'achat hors taxe de l'énergie électrique issue de générateurs d'énergies nouvelles et renouvelables (EnR) ;

Vu la convention n° 88-847 du 9 août 1988 modifiée relative à la concession de forces hydrauliques de la Titaaviri et son cahier des charges ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 24 février 2016,

Arrête :

Article 1er.— Le prix de vente maximal de l'énergie électrique d'origine hydraulique "hors taxes" produite dans le cadre de la concession de forces hydrauliques de la Titaaviri aux concessionnaires de distribution d'énergie électrique est fixé à 13,18 F CFP le kWh.

Art. 2.— Le prix de l'hydroélectricité issue de la concession mentionnée à l'article 1er du présent arrêté ne relève pas de l'arrêté n° 901 CM du 25 juin 2009 modifié fixant les prix d'achat hors taxe de l'énergie électrique issue de générateurs d'énergies nouvelles et renouvelables (EnR).

Art. 3.— Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 février 2016.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

ARRETE n° 203 CM du 25 février 2016 relatif au prix de vente maximal de l'hydroélectricité dans le cadre de la concession de forces hydrauliques de la Vaihiria.

NOR : ENR1620156AC-4

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 901 CM du 25 juin 2009 modifié fixant les prix d'achat hors taxe de l'énergie électrique issue de générateurs d'énergies nouvelles et renouvelables (EnR) ;

Vu la convention n° 85-770 du 15 octobre 1985 modifiée relative à la concession de forces hydrauliques des plateaux de Hitia'a, de la Vaihiria et de la Vaite, notamment le cahier des charges de la Vaihiria ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 24 février 2016,

Arrête :

Article 1er.— Le prix de vente maximal de l'énergie électrique d'origine hydraulique "hors taxes" produite dans le cadre de la concession de forces hydrauliques de la Vaihiria aux concessionnaires de distribution d'énergie électrique est fixé à 10,00 F CFP le kWh.

Art. 2.— Le prix de l'hydroélectricité issue de la concession mentionnée à l'article 1er du présent arrêté ne relève pas de l'arrêté n° 901 CM du 25 juin 2009 modifié fixant les prix d'achat hors taxe de l'énergie électrique issue de générateurs d'énergies nouvelles et renouvelables (EnR).

Art. 3.— Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 février 2016.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

ARRETE n° 204 CM du 25 février 2016 relatif au prix de vente maximal de l'hydroélectricité dans le cadre de la concession de forces hydrauliques des plateaux de Hitia'a.

NOR : ENR1620156AC-5

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 901 CM du 25 juin 2009 modifié fixant les prix d'achat hors taxe de l'énergie électrique issue de générateurs d'énergies nouvelles et renouvelables (EnR) ;

Vu la convention n° 85-770 du 15 octobre 1985 modifiée relative à la concession de forces hydrauliques des plateaux de Hitia'a, de la Vaihiria et de la Vaite, notamment le cahier des charges des plateaux de Hitia'a ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 24 février 2016,

Arrête :

Article 1er.— Le prix de vente maximal de l'énergie électrique d'origine hydraulique "hors taxes" produite dans le cadre de la concession de forces hydrauliques des plateaux de Hitia'a aux concessionnaires de distribution d'énergie électrique est fixé à 10,10 F CFP le kWh.

Art. 2.— Le prix de l'hydroélectricité issue de la concession mentionnée à l'article 1er du présent arrêté ne relève pas de l'arrêté n° 901 CM du 25 juin 2009 modifié fixant les prix d'achat hors taxe de l'énergie électrique issue de générateurs d'énergies nouvelles et renouvelables (EnR).

Art. 3.— Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 février 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :
Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

ARRETE n° 205 CM du 25 février 2016 relatif au prix de vente maximal de l'hydroélectricité dans le cadre de la concession de forces hydrauliques de la Vaite.

NOR : ENR1620156AC-6

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 901 CM du 25 juin 2009 modifié fixant les prix d'achat hors taxe de l'énergie électrique issue de générateurs d'énergies nouvelles et renouvelables (EnR) ;

Vu la convention n° 85-770 du 15 octobre 1985 modifiée relative à la concession de forces hydrauliques des plateaux de Hitia'a, de la Vaihira et de la Vaite, notamment le cahier des charges de la Vaite ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 24 février 2016,

Arrête :

Article 1er.— Le prix de vente maximal de l'énergie électrique d'origine hydraulique "hors taxes" produite dans le cadre de la concession de forces hydrauliques des plateaux de Hitia'a aux concessionnaires de distribution d'énergie électrique est fixé à 12,66 F CFP le kWh.

Art. 2.— Le prix de l'hydroélectricité issue de la concession mentionnée à l'article 1er du présent arrêté ne relève pas de l'arrêté n° 901 CM du 25 juin 2009 modifié fixant les prix d'achat hors taxe de l'énergie électrique issue de générateurs d'énergies nouvelles et renouvelables (EnR).

Art. 3.— Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 février 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :
Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

ARRETE n° 206 CM du 25 février 2016 portant modification de l'arrêté n° 901 CM du 25 juin 2009 fixant les prix d'achat hors taxe de l'énergie électrique issue de générateurs d'énergies nouvelles et renouvelables (EnR).

NOR : ENR1620156AC-7

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 901 CM du 25 juin 2009 modifié fixant les prix d'achat hors taxe de l'énergie électrique issue de générateurs d'énergies nouvelles et renouvelables (EnR) ;

Vu la convention n° 89-8039 du 18 décembre 1989 modifiée relative à la concession de forces hydrauliques de la haute vallée de la Papenoo et son cahier des charges ;

Vu la convention n° 95-1258 du 11 août 1995 modifiée relative à la concession de forces hydrauliques de la moyenne vallée de la Papenoo et son cahier des charges ;

Vu la convention n° 88-847 du 9 août 1988 modifiée relative à la concession de forces hydrauliques de la Titaaviri et son cahier des charges ;

Vu la convention n° 85-770 du 15 octobre 1985 modifiée relative à la concession de forces hydrauliques des plateaux de Hitia'a, de la Vaihira et de la Vaite, et les cahiers des charges des plateaux de Hitia'a, de la Vaihira, et de la Vaite.

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 24 février 2016,

Arrête :

Article 1er.— L'arrêté n° 901 CM du 25 juin 2009 modifié fixant les prix d'achat hors taxe de l'énergie électrique issue de générateurs d'énergies nouvelles et renouvelables (EnR) est ainsi modifié :

Il est inséré après l'article 3, un article 4 ainsi rédigé : "les prix d'achat hors taxe de l'hydroélectricité issue de l'exploitation des concessions de forces hydrauliques de la haute vallée de la Papenoo, de la moyenne vallée de la Papenoo, de la Titaaviri, des plateaux de Hitia'a, de la Vaihiria et de la Vaite ne relèvent pas du présent arrêté."

Art. 2.— Les articles 4 et 5 de l'arrêté n° 901 CM du 25 juin 2009 modifié, précité sont respectivement renumérotés article 5 et article 6.

Art. 3.— Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 février 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :
Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

ARRETE n° 207 CM du 25 février 2016 portant approbation du tarif de référence d'interconnexion au titre des prestations offertes par l'Office des postes et télécommunications en sa qualité d'opérateur public sur l'archipel de la Société prévu à l'article D. 212-22 du code des postes et télécommunications.

NOR : ADN1620121AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code des postes et télécommunications de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1871 CM du 15 décembre 2014 portant modification des articles A. 212-22-1 et A. 212-22-2 du code des postes et télécommunications en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2172 CM du 26 décembre 2014 portant approbation du modèle technico-économique, prévu à l'article A. 212-22-2 du code des postes et télécommunications en Polynésie française, envisagé pour la détermination du tarif de référence d'interconnexion au titre des prestations d'accès offertes par l'Office des postes et télécommunications en sa qualité d'opérateur public ;

Vu le jugement n° 130083 du tribunal administratif de la Polynésie française en date du 3 juillet 2013 ;

Vu le jugement n° 1500216 du tribunal administratif de la Polynésie française en date du 13 octobre 2015 ;

Vu la publication de l'attestation du cabinet Finexfi au *Journal officiel* de la Polynésie française le 26 janvier 2016 ;

Vu l'avis du comité consultatif des télécommunications en date du 29 janvier 2016 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 24 février 2016,

Arrête :

Article 1er.— Le tarif de référence d'interconnexion de l'Office des postes et télécommunications au titre des prestations d'accès offertes en sa qualité d'opérateur public sur l'archipel de la Société, destiné à tout opérateur de télécommunication autorisé au sens de l'article D. 212-1 du code des postes et télécommunications, est approuvé.

Art. 2.— Les prestations d'accès intra-Polynésie française mentionnées à l'article précédent comprennent :

- les liaisons intra-îles sur l'archipel de la Société ;
- les liaisons inter-îles sur l'archipel de la Société.

Art. 3.— Les éléments tarifaires du tarif de référence d'interconnexion sont fixés comme suit :

Origine - Destination	Unités	Nouveaux tarifs	
		Année 2014	Année 2015
Liaison louée Intra-Tahiti	XPF HT	3 606	3 290
Liaison louée Intra-Moorea	XPF HT	5 233	4 775
Liaison louée Intra-île-ISLV	XPF HT	3 242	2 958
Liaison louée Tahiti-Moorea	XPF HT	28 193	25 726
Liaison louée Tahiti-ISLV	XPF HT	26 202	23 909
Liaison louée Inter-îles ISLV	XPF HT	25 838	23 577

Tarifs mensuels (en XPF HT / mois / Mbit/s)

Art. 4.— Les tarifs précités sont applicables du 1er janvier 2014 au 31 décembre 2015.

Art. 5.— La matrice de calculs résultant du modèle technico-économique approuvé par arrêté n° 2172 CM du 26 décembre 2014 et élaboré par le cabinet Solucom sert de programme de calcul pour établir la tarification du Mb/s par mois.

Art. 6.— Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'Office des postes et télécommunications et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 février 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de la relance économique,
de l'économie bleue,
de la politique numérique
et de la promotion des investissements,
Teva ROHFRITSCH.

ETAT CHRONOLOGIQUE DES PUBLICATIONS DU JOPF POUR L'ANNEE 2015

Date	N°	Pages	Date	N°	Pages	Date	N°	Pages	Date	N°	Pages
				Report	3 346		Report	7 644		Report	12 916
V - 02/01/2015	1	60	M - 07/04/2015	28	84	V - 10/07/2015	55	188	V - 23/10/2015	85	264
M - 06/01/2015	2 + NC	108	J - 09/04/2015	16 NS	12		31 NS	12	M - 27/10/2015	86	108
J - 08/01/2015	1 NS	56	V - 10/04/2015	29	92	M - 14/07/2015	56	100	J - 29/10/2015	43 NS	16
V - 09/01/2015	3	124	M - 14/04/2015	30 + NC	48	J - 16/07/2015	32 NS	28	V - 30/10/2015	87 + NC	164
M - 13/01/2015	4	136		17 NS	8	V - 17/07/2015	57 + NC	196	M - 03/11/2015	88	152
J - 15/01/2015	2 NS	24	J - 16/04/2015	18 NS	64	M - 21/07/2015	58	160	J - 05/11/2015	44 NS	52
V - 16/01/2015	5	92	V - 17/04/2015	31 + NC	80	V - 24/07/2015	59	108	V - 06/11/2015	89 + NC	184
M - 20/01/2015	6	104	M - 21/04/2015	32	88	M - 28/07/2015	60 + NC	188	M - 10/11/2015	90 + NC	224
J - 22/01/2015	3 NS	28	V - 24/04/2015	33 + NC	162	J - 30/07/2015	33 NS	80	J - 12/11/2015	45 NS	4
V - 23/01/2015	7	92	M - 28/04/2015	34	120	V - 31/07/2015	61 + NC	124	V - 13/11/2015	91	144
M - 27/01/2015	8	116	V - 01/05/2015	35	84	M - 04/08/2015	62	52	M - 17/11/2015	92 + NC	100
J - 29/01/2015	4 NS	24	M - 05/05/2015	36 + NC	164	J - 06/08/2015	34 NS	2		46 NS	4
V - 30/01/2015	9 + NC	124	J - 07/05/2015	19 NS	208	V - 07/08/2015	63 + NC	136	J - 19/11/2015	47 NS	28
L - 02/02/2015	5 NS	36	V - 08/05/2015	37	148	M - 11/08/2015	64 + NC	86	V - 20/11/2015	93	228
M - 03/02/2015	10 + NC	70	M - 12/05/2015	38	172	J - 13/08/2015	35 NS	4	M - 24/11/2015	94 + NC	140
	6 NS	8	J - 14/05/2015	20 NS	8	V - 14/08/2015	65	220	J - 26/11/2015	48 NS	4
V - 06/02/2015	11 + NC	60	V - 15/05/2015	39 + NC	120	M - 18/08/2015	66	228		49 NS	12
M - 10/02/2015	12 + NC	96	M - 19/05/2015	40	64	J - 20/08/2015	36 NS	124	V - 27/11/2016	95 + NC	148
V - 13/02/2015	13 + NC	160	V - 22/05/2015	41	148	V - 21/08/2015	67 + NC	188	M - 01/12/2015	96	184
M - 17/02/2015	14	64	M - 26/05/2015	42 + NC	76	M - 25/08/2015	68	116		50 NS	4
J - 19/02/2015	7 NS	56	J - 28/05/2015	21 NS	88	V - 28/08/2015	69	212	V - 04/12/2015	97	208
V - 20/02/2015	15	112		22 NS	12	M - 01/09/2015	70 + NC	64	M - 08/12/2015	98	92
L - 23/02/2015	8 NS	20	V - 29/05/2015	43 + NC	180	V - 04/09/2015	71	140	J - 10/12/2015	51 NS	120
M - 24/02/2015	16	88	M - 02/06/2015	44 + NC	68	M - 08/09/2015	72	148		52 NS	12
	9 NS	4	V - 05/06/2015	45	112	V - 11/09/2015	73	288	V - 11/12/2015	99 + NC	244
Me - 25/02/2015	10 NS	8	L - 08/06/2015	23 NS	120	M - 15/09/2015	74	128	L - 14/12/2015	53 NS	4
V - 27/02/2015	17 + NC	128	M - 09/06/2015	46	64	Me - 16/09/2015	37 NS	128	M - 15/12/2015	100	168
M - 03/03/2015	18	108	J - 11/06/2015	24 NS	4	J - 17/09/2015	38 NS	100	V - 18/12/2015	101 + NC	168
V - 06/03/2015	19	108		25 NS	4	V - 18/09/2015	75	144		54 NS	72
	11 NS	84	V - 12/06/2015	47	156	M - 22/09/2015	76	120	M - 22/12/2015	102	80
M - 10/03/2015	20	108	M - 16/06/2015	48 + NC	108	V - 25/09/2015	77 + NC	156	Me - 23/12/2015	55 NS	16
J - 12/03/2015	12 NS	64	J - 18/06/2015	26 NS	220	M - 29/09/2015	78	128	V - 25/12/2015	103	108
V - 13/03/2015	21	144	V - 19/06/2015	49	176	V - 02/10/2015	79 + NC	236	M - 29/12/2015	104 + NC	328
M - 17/03/2015	22 + NC	76	M - 23/06/2015	50	184	M - 06/10/2015	80	84	Me - 30/12/2015	56 NS	52
V - 20/03/2015	23 + NC	136	J - 25/06/2015	27 NS	68	V - 09/10/2015	81 + NC	308		57 NS	228
M - 24/03/2015	24 + NC	112		28 NS	4		39 NS	4	J - 31/12/2015	58 NS	268
J - 26/03/2015	13 NS	12	V - 26/06/2015	51	244	M - 13/10/2015	82	104		59 NS	196
V - 27/03/2015	25	224		29 NS	8	J - 15/10/2015	40 NS	80		60 NS	88
L - 30/03/2015	14 NS	8	M - 30/06/2015	52	80		41 NS	16		61 NS	148
M - 31/03/2015	26	64	V - 03/07/2015	53 + NC	236	V - 16/10/2015	83	208			
J - 02/04/2015	15 NS	4	L - 06/07/2015	30 NS	4	M - 20/10/2015	84	132			
V - 03/04/2015	27 + NC	96	M - 07/07/2015	54	208	Me - 21/10/2015	42 NS	4			
Sous-total		3 346	Sous-total		7 644	Sous-total		12 916	Total général		17 680

104 NO + 40 NC = 14 502 pages - 61 NS = 3 178 pages - TOTAL GENERAL : 205 numéros pour 17 680 pages

Bureau commercial :

Commandes - facturations : lundi à jeudi : 7 h à 15 h, vendredi : 7 h à 14 h - Tél : 40 500 579 - Fax : 40 500 585 - bcom@imprimerie.gov.pf

Régie : lundi à vendredi : 7 h à 12 h - Tél. : 40 500 578 - Fax : 40 500 570 - regie@imprimerie.gov.pf

RECEPTION DES ANNONCES
pour publication au *Journal officiel* de la Polynésie française
pour l'année 2016

Les délais limites sont fixés à 11 heures :

- le jeudi *de la semaine précédente* pour le JOPF du mardi ;
- le mardi *de la semaine en cours* pour le JOPF du vendredi,

SAUF pour les numéros suivants :

PUBLICATION AU JOPF		DATE LIMITE DE RECEPTION DES DOSSIERS	JOURS FERIES
N°	DATE		
25	Vendredi 25 mars	Lundi 21 mars	Vendredi 25 mars (Vendredi Saint)
26	Mardi 29 mars	Mercredi 23 mars	Lundi 28 mars (Lundi de Pâques)
37	Vendredi 6 mai	Lundi 2 mai	Jeudi 5 mai (Ascension)
38	Mardi 10 mai	Mercredi 4 mai	
40	Mardi 17 mai	Mercredi 11 mai	Lundi 16 mai (Pentecôte)
53	Vendredi 1 ^{er} juillet	Lundi 27 juin	Mercredi 29 juin (Autonomie)
57	Vendredi 15 juillet	Lundi 11 juillet	Jeudi 14 juillet (Fête nationale)
58	Mardi 19 juillet	Mercredi 13 juillet	
66	Mardi 16 août	Mercredi 10 août	Lundi 15 août (Assomption)
88	Mardi 1 ^{er} novembre	Mercredi 26 octobre	Mardi 1 ^{er} novembre (Toussaint)
91	Vendredi 11 novembre	Lundi 7 novembre	Vendredi 11 novembre (Armistice 1918)
92	Mardi 15 novembre	Mercredi 9 novembre	

Ces délais peuvent être modifiés en cours d'année.

TARIFS

des Abonnements de l'Imprimerie officielle à compter du 1er Mars 2010

<i>TARIF en F CFP</i>	TTC	Hors Taxe
	Polynésie française	France — DOM-TOM — Autres Pays
		<i>Voie aérienne</i>
Numéro.....	263*	515
Abonnement 1 an.....	13 533	26 604
* Frais d'expédition non inclus pour les îles.		